

## Bulletin d'histoire politique

**Yves Bélanger, Québec Inc., l'entreprise québécoise à la croisée des chemins, Éditions Hurtubise HMH, Montréal, 1998, 202 p.**

Gilles Piédalue



Volume 7, numéro 2, hiver 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060337ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060337ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique  
Comeau & Nadeau Éditeurs

### ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce compte rendu

Piédalue, G. (1999). Compte rendu de [Yves Bélanger, Québec Inc., l'entreprise québécoise à la croisée des chemins, Éditions Hurtubise HMH, Montréal, 1998, 202 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 7(2), 169–171.  
<https://doi.org/10.7202/1060337ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

**Yves Bélanger, *Québec Inc., l'entreprise québécoise à la croisée des chemins*, Éditions Hurtubise HMH, Montréal, 1998, 202 p.**

L'ouvrage d'Yves Bélanger peut se diviser en quatre parties. La première partie expose la problématique qui confronte présentement l'entreprise québécoise (chapitre 1). Pour éclairer cette problématique, l'auteur décrit l'évolution de la communauté d'affaires québécoise depuis le régime français. Il regroupe les événements en deux périodes. Ce découpage permet de caractériser son développement de la façon suivante: d'abord avant 1960, une période de croissance lente marquée périodiquement de reculs importants (chapitres 2, 3 et 4); ensuite depuis 1960, une période de développement rapide supporté par l'État qui voit naître le Québec Inc. (chapitres 5 et 6). Le dernier chapitre conclut en reprenant les éléments de la problématique à la lumière des événements récents (chapitre 7).

Né des années 1960, le Québec Inc. se définit comme la force économique qui résulte de l'action combinée de l'entreprise privée, des coopératives et de l'État québécois. Au cours de ce processus, l'État joue le rôle le plus dynamique dans cette nouvelle forme de capitalisme (p. 14). La montée de cette force est rendue possible par une alliance particulière entre les pouvoirs public et privé (p. 16). Cette alliance s'appuie sur de nombreuses organisations socio-économiques qui favorisent une politique de croissance par la prise en main des leviers économiques du Québec (p. 23).

Dans ce modèle de développement, l'État joue un rôle central dans la promotion des intérêts de l'élite économique québécoise. Il les favorise par ses politiques économiques et sa réglementation. Il les consolide en fournissant un appui financier direct ou en supportant le développement d'un réseau financier québécois. Enfin l'État, comme moteur économique, crée et maintient un ensemble d'entreprises d'état dans des secteurs névralgiques. Par la synergie qu'il engendre, cet ensemble permet de consolider les acquis de la nouvelle classe d'affaires québécoise.

Sans l'intervention de l'État, la «garde montante» de l'économie québécoise n'aurait pu se développer. Ce support de l'État est impossible sans une entente entre les divers partenaires sociaux, sans l'appui des Québécois. Souvent tacite, parfois explicite, cette entente sur les grands objectifs de croissance, de plein emploi et de développement social est née de la concertation durant les années 1960.

Depuis le milieu des années 1980, la communauté des affaires a soutenu une révision du rôle planificateur de l'État, mettant ainsi en danger le consensus social. Pourtant, la mise en place de l'état interventionniste fut le principal facteur de consolidation du milieu entrepreneurial québécois; une

réalité qui devrait se traduire par un sens plus aigu de la responsabilité sociale des entrepreneurs face à la collectivité qui a permis leur maintien et leur développement (p. 19). Les acquis de cette communauté d'affaires québécoise restent fragiles malgré leur développement spectaculaire depuis 1960. L'histoire témoigne de cette fragilité.

L'auteur montre, qu'avant 1960, la communauté d'affaires québécoise a toujours échoué dans sa tentative de se construire un leadership à partir de ses bases traditionnelles d'accumulation. Depuis, les reculs qu'elle subit se produisent dans des périodes où l'État se contente d'un rôle de soutien au lieu d'une rôle de planification. Les périodes récentes marquées par la prédominance du leadership privé (1985 et 1994) ont été caractérisées par un manque de vision coûteux pour les contribuables, les progrès réalisés n'étant imputables qu'à la privatisation et la déréglementation (p. 177-178).

Présentement, les grands outils de développement existent et les francophones contrôlent les principaux secteurs économiques. Mais malgré le soutien au développement des industries de pointe, le problème du chômage endémique persiste et la modernisation des vieux secteurs n'est pas achevée (p. 179-180). Malgré la politique de soutien à la compétitivité, les sociétés québécoises restent des nains au plan mondial (p. 184). Malgré une progression de la propriété québécoise depuis 30 ans, plusieurs entreprises québécoises sont passées à des intérêts étrangers à la faveur de la mondialisation de l'économie (p. 188). Le problème du transfert du capital entre les générations reste préoccupant (p.189). L'épargne des Québécois sert encore au développement de l'Ontario et de l'Ouest tandis qu'on importe du capital pour réaliser celui du Québec (p. 190). Rien n'est définitivement acquis pour les Québécois dans le contrôle de l'économie (p. 196). Il faut rester vigilant sur les moyens d'aider la classe d'affaires sur le marché international, doser les avoirs nationaux avec ceux des étrangers afin de favoriser l'autonomie nécessaire à la liberté d'action sur le plan politique et économique (p. 196).

Depuis 1996, un fossé s'est creusé entre les tenants du déficit zéro et les intervenants socio-économiques (p. 196). L'augmentation de la pauvreté aggravée par le passage d'une politique de «welfare» à une politique de «workfare» sape la valeur d'égalité indispensable au fonctionnement du Québec Inc. (p. 198). L'actuel gouvernement doit renoncer à soutenir un modèle de développement inféodé aux seules lois du marché (p. 199). Il faut résister aux modes anti-étatiques, revenir à un équilibre en préservant mieux le rôle de planification de l'État tout en soutenant la capacité d'adaptation et le potentiel créateur des entreprises (p. 199). La nouvelle élite économique a des responsabilités envers le peuple du Québec qui a permis sa naissance et dont l'appui est indispensable à sa progression (p. 200). À la croisée des chemins, celle-ci ne pourra satisfaire ses aspirations que dans la

mesure où elle convaincra la population qu'il est dans son intérêt continuer à l'appuyer (p. 200).

Voilà résumé en quelques mots, les principaux éléments de la thèse soutenue par l'auteur. Celui-ci réussit un véritable tour de force en présentant un survol de plus de quatre siècles d'histoire économique et sociale. Même si l'auteur s'intéresse surtout à l'histoire récente, il consacre néanmoins près de la moitié de son ouvrage à la période antérieure aux années 1960. Privilégiant une approche historiographique, Bélanger fournit une synthèse précieuse des principaux travaux relatifs l'évolution de la bourgeoisie québécoise. Dans un style simple et direct, il expose le point de vue des auteurs les plus marquants. Soulignant à l'occasion le travail qui reste à accomplir, l'ouvrage s'avère un bon point de départ dans l'approfondissement d'aspects encore méconnus.

Pour la période antérieure aux années 1960, l'auteur attribue un rôle presque nul à l'État dans la constitution des grandes fortunes. Ce verdit pourrait être nuancé. Par exemple, les investissements massifs des gouvernements dans la construction des canaux et des chemins de fer au XIX<sup>e</sup> siècle sont à la source de plus d'une dynastie de financiers et d'industriels. De plus, l'existence d'un réseau de liens très étroits tissé entre les représentants des élites économiques et politiques a été plus d'une fois mis en lumière.

Plus à l'aise avec l'analyse de la période postérieure à 1960, Bélanger n'hésite pas à présenter des points de vue contraires à la thèse qu'il défend. Il expose méthodiquement le processus de mise en place du Québec Inc. En insistant sur les conditions de sa naissance, il tente de placer ses représentants devant leurs responsabilités sociales. Le geste de l'auteur est généreux. Mais cet appel à la raison des enfants gâtés a-t-il vraiment des chances d'être entendu? On peut en douter. En s'adressant uniquement aux représentants du Québec Inc., l'auteur limite la portée de ses propos. Ce sont les partis politiques et finalement les citoyens qui décident de l'orientation économique des gouvernements. C'est peut être à eux qu'il aurait dû s'adresser pour espérer être compris.

Gilles Piédalue  
Université du Québec à Montréal